

RETRAITES

FO: «S'il faut aller à la grève, nous sommes prêts»

Le syndicat a réussi sa mobilisation contre la réforme Delevoye, samedi, avec plus de 15 000 manifestants réunis à Paris. Pour les militants, l'heure n'est plus à la discussion avec le gouvernement, mais à la construction de la mobilisation.

Si FO voulait faire une démonstration de force, l'objectif est rempli. Samedi, la manifestation nationale convoquée par ce seul syndicat sur le thème des retraites a mobilisé au-delà des espérances des dirigeants de la confédération. Tout de rouge tendu, à l'instar des drapeaux omniprésents, des gilets et autres ballons des unions départementales et des fédérations de métiers, le cortège, qui s'est étiré sans heurts du boulevard du Montparnasse à la place Denfert-Rochereau, à Paris, non loin du siège de la confédération, a réuni entre 15 000 et 20 000 participants selon les organisateurs. Lesquels en attendaient entre un tiers et la moitié de moins.

Ce succès a encouragé Yves Veyrier, le secrétaire général de Force ouvrière, à hausser le ton, en promettant à ses troupes de ne rien céder au gouvernement. «FO n'ira pas à Canossa» et «ne cautionnera pas un système qui supprime les régimes existants», a lancé le numéro un du syndicat, qui a quitté les concertations avec le gouvernement. «FO ne marchandera pas l'éviction des syndicats et de la négociation collective» des régimes de retraite, a ajouté le leader de l'organisation, lors du meeting en plein air qui a clos la manifestation, en présence d'invités des syndicats FGTB (Belgique) et UIL (Italie). Une fermeté très applaudie par les militants, tout comme la promesse de faire de «l'unité d'action syndicale la plus

large» un cheval de bataille, car «sur un tel enjeu, elle est nécessaire», ajoute Yves Veyrier, en avertissant : «S'il faut aller à la grève, nous sommes prêts!»

Au cœur du cortège, le nombre n'a d'égal que la détermination affichée des manifestants. Aux banderoles demandant le «retrait du projet Macron-Delevoye» et déclamant des «non à la retraite à points, non au travail sans fin», répond le très explicite slogan : «Concertation, piège à cons». «On ne se fait aucune illusion», confie Laurent, enseignant en Loire-Atlantique. Chaque réforme de ce gouvernement est taillée pour les riches. Le but est toujours le même : extirper le plus d'argent possible aux travailleurs. Pour le syndicaliste, l'annonce par le premier ministre de l'ouverture si-

multanée de concertations interprofessionnelles et sur les régimes spéciaux est faite «pour gagner du temps». «L'enjeu pour le pouvoir est de faire en sorte que la mobilisation ne prenne pas. Il joue la montre pour disperser les organisations syndicales», analyse Laurent.

«Rien n'empêche de trouver des points de convergence»

À chaque manifestant à qui la question est posée, répond le même haussement d'épaules. «Vous avez vu une négociation quelque part, vous?» s'indigne Céline, retraitée de Seine-et-Marne de 73 ans, qui porte un gilet jaune sous son badge FO et revendique «l'union de toutes les forces» pour faire reculer le gouvernement. «Se concerter pour quoi, pour revoir nos droits à la baisse? Ce projet est cohérent avec la baisse du coût du travail et la diminution des dépenses publiques. Il n'y a rien à concerter, j'ai la possibilité de dire non, je dis non», tranche Elisabeth, aide-soignante et formatrice syndicale en Isère.

Le gouvernement a beau s'en défendre, pour beaucoup la réforme est déjà écrite, et elle est synonyme de «rupture de droits», selon Ildio, métallurgiste de Saône-et-Loire. «D'abord, elle individualise l'acquisition des droits à la retraite et fait disparaître le système solidaire. Ensuite, comme l'idée est de faire en sorte que les pensions ne dépassent pas 14 % de PIB alors que la proportion de retraités va augmenter, mécaniquement les prestations vont diminuer, énumère Dominique, retraité de la fonction publique des Hauts-de-Seine. Et puis un système par points peut facilement devenir un régime par fonds de pension, comme il en existe déjà avec le régime additionnel des fonctionnaires.»

Alors, premier tour de chauffe avant un grand mouvement social, ou manif pour compter ses forces en solo? Les participants ne voient pas de contradiction entre les deux options. «Aujourd'hui, c'est une première. Rien n'empêche de trouver des points de convergence avec d'autres», estime Joël, salarié dans la communication. «Avec la CFDT, on n'est pas sur la même ligne, ajoute le métallo Ildio. Mais avec la CGT, tôt ou tard on sera ensemble.»

SNCF : GRÈVE DE LA CGT ET SUD

Les préavis de grève déposés par la CGT des cheminots et par Sud Rail débiteront à 20 heures ce lundi, en vue de la journée d'action de mardi contre la réforme des retraites appelée par ces syndicats et leurs confédérations respectives, la CGT et Solidaires. Les préavis devraient se terminer mercredi à 8 heures. La direction de la SNCF annonce la circulation de deux Intercités sur cinq et de trois TER sur cinq.

FO N'A «PAS PRÉVU» DE SE JOINDRE MARDI À LA MOBILISATION DE LA CGT, MAIS LES DEUX SYNDICATS SONT «EN CONTACT», SELON YVES VEYRIER.



La manifestation était à l'initiative de la seule FO, ce samedi, à Paris. Riccardo Milani/Hans Lucas

SÉBASTIEN CRÉPEL